

Elections législatives suédoises : percée attendue des populistes de droite

Corinne Deloy

Analyse

7,3 millions de Suédois, soit 98 000 personnes de plus que lors du précédent scrutin du 14 septembre 2014, sont appelés aux urnes le 9 septembre pour désigner les 349 membres du Riksdag, chambre unique du parlement, et la totalité de leurs conseillers régionaux et municipaux. Les Suédois renouvellent en effet une fois tous les 4 ans le deuxième dimanche du mois de septembre l'ensemble de leurs représentants politiques. Les Suédois résidant à l'étranger sont autorisés à participer au scrutin législatif. Le vote par anticipation sera possible durant les 18 jours précédant le jour des élections.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, les élections législatives devraient être inédites. En effet, 3 partis caracolent en tête des intentions de vote : le Parti social-démocrate (SAP), le Parti des modérés (M) et les Démocrates de Suède (SD). Cette situation devrait rendre difficile la formation du prochain gouvernement.

On rappellera que quelques mois après les élections législatives du 14 septembre 2014, le gouvernement de Stefan Löfven (SAP) avait été mis en minorité au parlement lors du vote du budget (153 voix contre 182), les Démocrates de Suède et l'opposition de droite ayant voté contre. Le Premier ministre sortant avait alors annoncé l'organisation d'élections législatives anticipées pour le 29 décembre 2014, première date autorisée par la Constitution du royaume. Ce scrutin aurait constitué une première en Suède depuis 1958. Le 26 décembre cependant, gauche et droite avaient signé un accord par lequel les 6 partis de ces 2 tendances politiques s'engageaient sur deux points : que le dirigeant du parti arrivé en tête aux élections législatives soit nommé au poste de Premier ministre à l'issue du scrutin et que le budget qu'il présente soit voté par le parlement. L'accord, valable au départ jusqu'en 2022, ne durera que 6 mois et sera dissous le 9 octobre de l'année suivante. « La politique en Suède au cours des deux dernières législatures a été très centrée sur les relations que chacun pouvait entretenir avec les Démocrates de Suède » résume Niklas Bolin, politologue à l'université de Suède centrale.

« Le gouvernement a été sur pilote automatique pendant quelque temps. L'opposition a elle aussi été largement absente, parvenant à signer un accord pour permettre au gouvernement de passer son budget et par conséquent

niant toute influence parlementaire aux Démocrates de Suède » a résumé Nicholas Aylott, professeur de science politique à l'université Södertörn.

La menace populiste

La Suède n'échappe pas à la percée des partis populistes qui touche quasiment tous les pays européens, et notamment les Etats nordiques. Les populistes participent en effet au gouvernement en Finlande (Réforme bleue (scission des vrais Finlandais) et en Norvège (Parti du progrès, F). Au Danemark, le Parti du peuple (O) est devenu le 1er parti de droite du pays lors des dernières élections législatives du 18 juin 2015.

En Suède, selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Novus, les sociaux-démocrates arriveraient en tête des élections législatives avec 24,2% des suffrages. Ils seraient suivis par les Démocrates de Suède qui recueilleraient 21,6% des voix et le Parti des modérés, qui n'arriverait qu'en troisième position avec 18,1% des suffrages. « 18% ou 20% pour les Démocrates de Suède, si ce résultat se concrétise, il représentera un score bien au-delà de la moyenne de l'extrême droite en Europe » a souligné Andreas Johansson Heinö du think tank Timbro.

Le Parti du centre (C) obtiendrait 9,6% des voix tout comme le Parti de la gauche (Vp) ; les Libéraux (L), 5,9% et le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), 5,2%. Enfin, le Parti chrétien-démocrate (KD) sortirait du parlement suédois, ne recueillant que 3% des suffrages, soit au-dessous du seuil des 4% des suffrages exprimés au niveau national indispensables pour être représenté au Riksdag.

« L'agenda des élections législatives est différent cette année. L'économie, la santé, les retraites ne constituent plus des questions décisives, ces thèmes ont été remplacés par les réponses à donner à la crise migratoire » a indiqué Karin Eriksson, journaliste au quotidien Dagens Nyheter. « En Suède, l'économie et les services publics ont toujours constitué les principaux enjeux lors des scrutins législatifs mais au cours des 2 ou 3 dernières années, les thèmes de la loi, de l'ordre et de l'immigration sont devenus prédominants. C'est un grand changement » a confirmé Nicholas Aylott, professeur de science politique de l'université Södertörn. « Pour la première fois l'immigration est devenue le sujet quotidien d'une campagne électorale en Suède » répète également Henrik Oscarsson, politologue de l'université de Göteborg.

La campagne électorale est en effet largement dominée par les thèmes de l'immigration et de l'intégration, une première dans le royaume scandinave. Le crime et la violence sont deux sujets qui préoccupent la moitié (50%) des Suédois selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Ipsos. Vient ensuite l'immigration, qui inquiète un tiers des personnes interrogées dans ce même sondage (33%).

Les Démocrates de Suède sont parvenus à imposer leur agenda électoral ainsi que leur vision de la réalité. Ainsi, leur dirigeant Jimmie Akesson martèle l'idée que l'immigration doit absolument être contenue et maintenue à un niveau qui l'empêche de menacer l'identité nationale suédoise et la sécurité du pays. Selon lui, l'islamisation constitue la plus grande menace pesant sur la Suède depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. « Vous détruisez notre peuple, nous en construisons un nouveau » répète-t-il à l'attention des dirigeants politiques du pays qu'il accuse de ruiner et de détruire la Suède.

Le royaume scandinave a accueilli plus de 350 000 migrants depuis 2014 (pour 9,9 millions d'habitants). En 2015, 163 000 personnes y ont demandé l'asile, soit 1 pour 25 Suédois, un record en Europe.

Pour tenter de faire diminuer le nombre de réfugiés, le gouvernement de Stefan Löfven, qui rassemble le SAP et le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), a réintroduit le contrôle à la frontière avec le Danemark dès le 12 novembre 2015. En juin 2016, il a adopté des mesures

en vue de durcir la politique d'asile du pays. Présentées comme temporaires, ces mesures ont été pérennisées en mai 2018. Le 4 mai, Stefan Löfven a donc réduit les quotas de réfugiés que Stockholm accepte d'accueillir (environ 14 000 par an). La Suède a accueilli 27 000 réfugiés en 2017 et Helene Fritzon (SAP), ministre de l'Immigration et de la Politique d'asile, a déclaré que Stockholm n'accorderait pas l'asile à plus de 14 000 ou 15 000 personnes cette année. Le Premier ministre sortant a également généralisé l'attribution d'un permis de séjour de 3 ans (celui-ci était auparavant d'une durée indéterminée) et a décidé de permettre le regroupement familial et d'attribuer des aides sociales aux seules personnes qui obtiennent le statut de réfugiés. Après ces décisions, les Verts ont menacé de quitter le gouvernement.

Cependant, la politique du gouvernement en matière d'accueil des réfugiés n'est pas toujours très lisible. En effet, un mois après avoir pris ces dernières mesures, celui-ci a décidé d'accorder aux demandeurs d'asile mineurs arrivés dans le pays en 2015 qui ont été déboutés le droit de déposer un nouveau dossier de demande d'asile à condition de faire des études en Suède. Cette nouvelle mesure, entrée en vigueur le 1er juillet dernier, pourrait concerner 9 000 jeunes.

Stefan Löfven a affirmé que la Suède avait été « naïve » face aux réfugiés. Les sociaux-démocrates veulent durcir les lois sur le travail des étrangers. « L'immigration de travail doit se concentrer sur les professions qui ne peuvent être exercées par des Suédois. Les professions dans lesquelles il n'existe pas de pénurie de main d'œuvre doivent d'abord être confiées à des chômeurs qui résident en Suède » peut-on ainsi lire dans le programme du parti au pouvoir. « Les sociaux-démocrates dressent un tableau très sombre de la Suède comme s'ils étaient convaincus que c'est ce que les Suédois veulent entendre et qu'ils avaient peur de dire le contraire » a souligné Ulf Bjereid, politologue.

« Les sociaux-démocrates ont essayé de désamorcer le sujet de l'immigration mais ils n'ont fait qu'ajouter à la confusion. Les électeurs ne comprennent plus leur ligne politique et au final, tous les partis sont en baisse dans les enquêtes d'opinion à l'exception des populistes de droite » a souligné Anders Lindberg, rédacteur en chef au quotidien Aftonbladet.

Les Démocrates de Suède mettent en avant les violences causées par les étrangers et accusent le gouvernement d'être trop laxiste. Récemment, la tuerie, qui a fait 3 morts et 3 blessés le 18 juin en plein cœur de la deuxième ville du pays, Malmö, a choqué les Suédois peu habitués à ce genre d'événements.

Chacun des partis politiques affiche sa volonté de durcir la politique d'immigration. Il devient également de plus en plus difficile pour eux d'exclure les Démocrates de Suède du champ politique. Le 19 janvier 2017, Anna Kinberg Batra, à l'époque dirigeante du Parti des modérés, a indiqué que son parti était prêt à présenter une proposition de budget avec l'opposition populiste, brisant de la sorte un tabou suédois qui interdit toute négociation avec l'extrême droite. Anna Kinberg Batra a été remplacée le 1er octobre 2017 par Ulf Kristersson à la tête des modérés. Celui-ci maintient l'ambiguïté sur les liens de son parti avec les Démocrates de Suède : s'il refuse toute négociation avec ces derniers, il se dit néanmoins prêt à gouverner avec la plus grande majorité possible et il a invité les Démocrates de Suède à participer au débat national sur l'avenir de la politique d'immigration du pays.

Le dirigeant de la droite est également plus ferme sur le sujet que l'étaient ses prédécesseurs qui se sont toujours montré très favorables à l'accueil de migrants. Les enquêtes d'opinion montrent que les modérés auraient regagné quelques électeurs des Démocrates de Suède au cours des derniers mois. « Il est possible que le changement de dirigeant ait eu un effet mais il est également possible que le changement de politique à l'égard des réfugiés ait porté ses fruits » a indiqué Anders Sannerstedt, politologue de l'université de Lund.

Les Démocrates de Suède aiment se définir comme le seul parti d'opposition de Suède. Jimmie Akesson a transformé ce parti, auparavant d'inspiration néo-nazie, en parti respectable en poussant ses membres les plus extrémistes dehors. « Jimmie Akesson personnifie lui-même la transformation d'un individu portant un bomber et des bottes à bout en fer en une personne vêtue d'un costume trois pièces. Il a réussi à formuler les enjeux fondamentaux de son parti d'une façon très habile et il a également réussi à éviter les thèmes qui sont néfastes à son parti » analyse Jonas Hinnsfors, politologue à l'université de Göteborg.

Jimmie Akesson est favorable à l'organisation d'un référendum sur l'appartenance de la Suède à l'Union européenne. « L'Union européenne est un large réseau de corruption ou personne ne contrôle rien. Nous payons beaucoup et nous recevons très peu mais la raison principale de notre désir de partir est idéologique : nous ne devons pas appartenir à une union idéologique » a déclaré le dirigeant des Démocrates de Suède. Selon les dernières enquêtes d'opinion, seuls 17% des Suédois sont partisans d'une sortie de leur pays de l'Union européenne, la grande majorité (57%) y sont opposés.

Bilan de la législature social-démocrate

Au pouvoir depuis 4 ans, le Parti social-démocrate est le plus ancien et le plus conséquent des partis politiques suédois. Il a gouverné le royaume durant 80 des 101 années de démocratie qu'a connues la Suède. Il a longtemps dominé la scène politique recueillant 45% des suffrages en moyenne. Dorénavant, les enquêtes d'opinion le créditent d'environ 25% des voix et le parti a perdu un sympathisant sur quatre depuis 2014. Nombreux sont les Suédois qui estiment que le parti ne défend plus les catégories populaires et qui voient dans la présence d'étrangers dans le royaume une menace sur leur emploi. Ils accusent d'ailleurs souvent ces derniers de se contenter de bas salaires tant qu'ils peuvent bénéficier des prestations sociales ou même de vouloir uniquement profiter du généreux système social suédois.

Selon une récente enquête d'opinion réalisée par l'institut Ipsos, les trois quarts des Suédois (73%) estiment que leur pays va « dans la mauvaise direction ». Ce résultat est supérieur de 17 points à la moyenne européenne.

Pourtant, le Parti social-démocrate peut afficher un bilan convenable de ses 4 années à la tête du pays. La Suède est la plus prospère et la plus égalitaire des sociétés européennes et ses finances publiques sont les mieux gérées des 28 États membres de l'Union européenne. L'ensemble des indicateurs économiques du pays sont au vert. La croissance du PIB est supérieure à 3% depuis plusieurs années, les comptes publics sont en excédent, la dette ne cesse de se réduire et représente 38% du PIB, soit son taux le plus faible depuis 1977. Le nombre d'actifs est le plus élevé depuis 2000, le taux de chômage s'élève à 6,1% (juin 2018) et est en recul constant. Si le taux d'activité des

personnes nées à l'étranger continue à être inférieur à celui de celles nées en Suède, l'écart s'est resserré au cours des dernières années.

Les sociaux-démocrates font campagne sur la réduction de la différence d'imposition existant entre les retraités et les actifs, la hausse des retraites et l'amélioration de l'accès au logement des plus défavorisés. Ils envisagent d'organiser un référendum sur l'Etat providence. Le Premier ministre sortant Stefan Löfven dit défendre le Trygghet, terme signifiant à la fois la sécurité et le confort. « Les gens ont besoin de se sentir en sécurité dans l'économie globalisée. Ils ont besoin d'avoir un travail et également de se sentir en sécurité. C'est pourquoi nous nous battons contre le crime » a-t-il déclaré.

Désormais, les véritables adversaires des sociaux-démocrates sont moins les modérés, eux aussi en recul, que les Démocrates de Suède. « les sociaux-démocrates n'ont jamais été aussi bas dans les sondages mais pourquoi en effet, choisir la copie quand on peut avoir l'original ? » déclarait Andreas Hellström de l'université de Malmö en juin dernier.

L'opposition de droite dresse un bilan critique de l'état du royaume. Pour le dirigeant du Parti des modérés Ulf Kristersson, le modèle suédois a ses défauts. Il présente son parti comme celui qui veut baisser les impôts et qui met l'accent sur l'individu, un programme dénoncé par le Premier ministre sortant pour lequel les baisses d'impôts font monter le chômage et accroissent les déficits. « L'économie suédoise est peut-être florissante, le chômage en baisse, la consommation en augmentation et la confiance du marché au plus haut mais le gouvernement actuel ne s'intéresse pas aux enjeux sérieux que sont la sécurité et l'intégration des migrants » a déclaré Elisabeth Svantesson (M), porte-parole pour les questions économiques. La droite critique l'allongement du temps d'attente pour accéder aux services de santé, le niveau élevé du chômage des immigrés, le manque de policiers et les problèmes d'intégration que rencontrent les étrangers.

Quant aux « petits » partis, ils sont en mauvaise posture à quelques semaines des élections législatives. Le Parti chrétien-démocrate (KD) a beau avoir tenté d'élargir son électorat en mettant en sourdine ses racines religieuses,

l'entreprise ne semble pas avoir eu un réel succès. « Les Libéraux (L), ancien Parti du peuple (FpL), ont vu leur nombre de suffrages baisser à chaque élection depuis 2002. La situation pour le Parti chrétien-démocrate (KD) est encore pire car son nombre de voix diminue depuis 1998. Si ces tendances se poursuivent, les 2 formations vont se retrouver dans une situation précaire » a souligné Niklas Bolin, politologue de l'université de Suède.

Enfin, le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), entré au gouvernement pour la première fois de son histoire en 2014, a perdu la moitié de ses membres depuis cette date et n'est pas assuré d'atteindre le seuil de 4% des suffrages exprimés au niveau national, indispensables pour être représenté au parlement.

Le système politique suédois

La Suède possède un parlement monocaméral, le Riksdag, qui compte 349 membres élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel. Pour les élections législatives, le pays est divisé en 29 circonscriptions électorales (une par comté, celles de Stockholm, de Scanie et de Västra Götaland étant sous divisées), qui élisent 310 députés (11 en moyenne, de 2 à 43 élus par circonscription). Les suffrages des électeurs sont répartis selon la méthode modifiée de Sainte Lagüe avec un premier diviseur de 1,4.

Les 39 autres sièges, appelés sièges compensatoires, sont répartis entre les différents partis afin d'assurer la représentativité la plus exacte possible du vote au niveau national. Les candidats élus à ces sièges compensatoires sont ceux dont le parti bénéficie du plus fort reste dans les circonscriptions. Pour prendre part à la distribution de ces sièges compensatoires, un parti doit avoir recueilli 4% des suffrages exprimés au niveau national ou 12% au sein d'une circonscription donnée.

Les électeurs peuvent voter pour un parti ou effectuer un vote préférentiel en faveur de l'un des candidats figurant sur les listes qui leur sont proposées par les partis et, par conséquent, peser sur l'attribution des sièges. Lors du dépouillement, on détermine le nombre de sièges remportés par chaque parti avant de déclarer élus les candidats de chaque liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sur leurs noms propres.

8 partis politiques sont représentés dans l'actuel Riksdag :

- le Parti social-démocrate (SAP), fondé en 1889 et dirigé depuis 2012 par le Premier ministre sortant Stefan Löfven, a dominé la vie politique suédoise durant plus de 70 ans. Il compte 113 élus ;
- le Parti des modérés (M), parti libéral créé en 1904 et conduit par Ulf Kristersson depuis le 1er octobre 2017, possède 84 députés ;
- les Démocrates de Suède (SD), parti populiste de droite fondée en 1988 et dirigé par Jimmie Akesson, compte 49 élus ;
- le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), créé en 1981 et représenté depuis mai 2011 par le ministre de l'Education, Gustav Fridolin, et la ministre de la Coopération et du Développement international, Isabella Lövin, possède 25 sièges ;

- le Parti du centre (C), ancien parti agrarien créé en 1913 et emmené depuis 2011 par Annie Lööf, compte 22 députés ;
- le Parti de la gauche (Vp), dirigé depuis 2012 par Jonas Sjöstedt, possède 21 sièges ;
- le Parti du peuple-Les Libéraux (FpL), devenus les Libéraux (L), fondé en 1934 et dont le dirigeant est-il Jan Björklund, compte 19 députés ;
- le Parti chrétien-démocrate (KD), parti conservateur fondé en 1964 et conduit par Ebba Busch Thor, possède 16 sièges.

Rappel des résultats des précédentes élections législatives du 14 septembre 2014 en Suède

Participation : 85,81%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SAP)	1 932 711	31,01	113
Parti des modérés (M)	1 453 517	23,33	84
Démocrates de Suède (SD)	801 178	12,86	49
Parti de l'environnement-Les Verts (MP)	429 275	6,89	25
Parti du centre (C)	380 937	6,11	22
Parti de la gauche (Vp)	356 331	5,72	21
Parti du peuple-Les Libéraux (FpL)	337 773	5,42	19
Parti chrétien-démocrate (KD)	284 806	4,57	16
Autres	251 871	4,04	0

Source : <https://www.val.se/valresultat/riksdag-landsting-och-kommun/2014/valresultat.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.